DÉCISION DE LA COMMISSION

du 23 novembre 1973

portant octroi du concours du Fonds social européen, prévu à l'article 125 du traité, au bénéfice de la république fédérale d'Allemagne pour des dépenses relatives à des opérations de rééducation professionnelle et de réinstallation effectuées par les «Berufsgenossenschaften», la «Bundesknappschaft», les organismes d'assurances sociales des travailleurs et le «Land» de Rhénanie-du-Nord-Westphalie

(Dossiers FSE n^{os} 71052, 71130, 72049 B, 72051, 72052, 72055, 72060, 72115, 72116, 72117, 72125)

(Le texte en langue allemande est le seul faisant foi)

(74/68/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2396/71 du Conseil, du 8 novembre 1971 (1), portant application de la décision du Conseil du 1er février 1971 concernant la réforme du Fonds social européen (2), et notamment son article 12,

considérant que la république fédérale d'Allemagne, par ses demandes des 16 juin et 28 décembre 1971, 19 juin, 23 juin, 21 décembre et 27 décembre 1972 ainsi que par celle du 20 février 1973, a sollicité le concours du Fonds social européen, prévu à l'article 125 du traité, pour des dépenses relatives à des opérations de rééducation professionnelle, représentant un montant total de 43 636 561,75 DM et pour des frais de réinstallation pour un montant de 111 155,78 DM;

considérant que, conformément à l'article 12 du règlement (CEE) n° 2396/71, ce concours est octroyé pour des opérations commencées avant le 1er mai 1972, date d'entrée en vigueur dudit règlement, et terminées avant le 1er juillet 1972 et que les demandes présentées en vue d'obtenir ce concours doivent être examinées en application des dispositions du règlement n° 9 du Conseil du 25 août 1960 (3), modifié en dernier lieu par le règlement n° 37/67/CEE du Conseil (4), ainsi que des dispositions arrêtées en exécution dudit règlement;

considérant que les demandes de la république fédérale d'Allemagne visées ci-dessus ont trait, conformément aux articles 1er, 3 et 6 du règlement n° 9, à des opérations de rééducation professionnelle effectuées sous la responsabilité et aux frais des «Berufsgenossenschaften (BG)», de la «Bundesknappschaft», des «Landesversicherungsanstalten (LVA)», de la «Bundesbahnversicherungsanstalt» et de la «Seekasse», et à des opérations de réinstallation exécutées par le «Land» de Rhénanie du nord-Westphalie; que le montant total demandé pour ces opérations se répartit comme suit:

Service ou organisme	*Montant demandé*	
	rééducation professionnelle DM	réinstallation DM
1. Zentralstelle für den Bergmannsversorgungsschein du «Land» de Rhénanie-du-Nord-Westphalie		111 155,78
2. Berufsgenossenschaften (BG)		
a) associations professionnelles industrielles:		
— Bau-BG Frankfurt	208 554,15	
— Bau-BG Hamburg	202 338,03	
— Bau-BG Hannover	615 518,84	
— Bau-BG Wuppertal	669 987,93	
— Bayerische Bau-BG, München	475 890,39	
— Bergbau-BG Bochum, Bonn, Clausthal-Zellerfeld, München, Saarbrücken	1 342 908,75	
— BG der chemischen Industrie, Heidelberg	184 719,51	

(1) JO n° L 249 du 10. 11. 1971, p. 54.
(2) JO n° L 28 du 4. 2. 1971, p. 15.
(3) JO n° 56 du 31. 8. 1960, p. 1189/60.
(4) JO n° 33 du 24. 2. 1967, p. 526/67.

	DM	DM
— BG Druck und Papierverarbeitung, Wiesbaden	239 546,18	
— BG für den Einzelhandel, Bonn	136 769,78	
— BG für Fahrzeughaltungen, Hamburg	124 233,07	
— BG für Feinmechanik und Elektrotechnik, Köln	404 381,24	
— BG für Gesundheitsdienst und Wohlfahrtspflege, Hamburg	78 984,50	
— BG der keramischen und Glasindustrie, Würzburg	82 457,16	
— BG Nahrungsmittel und Gaststätten, Mannheim	1 161 775,80	
— BG der Straßen-, U- und Eisenbahnen, Hamburg	17 948,13	
— Binnenschiffahrts-BG, Duisburg	147 991,35	
— Fleischerei-BG, Mainz	129 457,94	
— Großhandels- und Lagerei-BG, Mannheim	421 597,48	
— Hütten- und Walzwerks-BG, Essen	284 651,87	
— Lederindustrie-BG, Mainz	16 925,05	
— Maschinenbau- und Kleineisenindustrie-BG, Düsseldorf	731 270,57	
— Norddeutsche Holz-BG, Bielefeld	215 416,41	
— Nordwestliche Eisen- und Stahl-BG, Berlin, Bremen, Hamburg, Hannover	630 439,45	
— See-BG, Hamburg	129 566,69	
— Papiermacher-BG, Mainz	17 505,64	
— Steinbruchs-BG, Hannover	213 439,49	
— Süddeutsche Edel- und Unedelmetall-BG, Stuttgart	21 187,81	
— Süddeutsche Eisen- und Stahl-BG, Mainz	635 712,56	
— Süddeutsche Holz-BG, München	149 101,28	
— Südwestliche Bau-BG, Karlsruhe	176 962,49	
— Textil- und Bekleidungs-BG, Augsburg	77 746,84	
— Tiefbau-BG, München	488 545,58	
— Württembergische Bau-BG, Stuttgart	295 726,70	
— Zucker-BG, Hildesheim	18 614,82	
b) associations professionnelles agricoles:		
— Badische landwirtschaftliche BG, Karlsruhe	1 058,92	
— Gartenbau-BG, Kassel	42 252,02	
— Landwirtschaftliche BG Oberbayern, München	11 064,50	
— Landwirtschaftliche BG Niederbayern, Oberpfalz, Landshut	24 345,87	
— Landwirtschaftliche BG Ober- und Mittelfranken, Bayreuth	40 278,53	
— Landwirtschaftliche BG Rheinhessen, Pfalz, Speyer	1 789,00	
— Landwirtschaftliche BG Württemberg, Stuttgart	54 514,56	
— Landwirtschaftliche BG Saarland, Saarbrücken	19 033,47	
— Hessisch-Nassauische landwirtschaftliche BG, Kassel	12 562,02	
— Rheinische landwirtschaftliche BG, Düsseldorf	6 695,42	
— Westfälische landwirtschaftliche BG, Münster	69 377,73	
— Land- und forstwirtschaftliche BG, Darmstadt	36 965,48	

	DM	DM
3. Bundesknappschaft	2 493 189,52	
4. Landesversicherungsanstalten (LVA)		
LVA Baden	1 477 791,59	
LVA Berlin	322 402,55	
LVA Braunschweig	500 196,75	
LVA Hamburg	1 216 315,27	
LVA Hannover	2 611 186,52	
LVA Hessen	1 577 987,16	
LVA Niederbayern-Oberpfalz	690 699 96	
LVA Oberbayern	861 510,70	
LVA Ober- und Mittelfranken	826 922,05	
LVA Oldenburg-Bremen	1 104 450,92	
LVA Rheinland-Pfalz	1 713 019,29	
LVA Rheinprovinz	7 900 233,97	
LVA Saarland	278 479,01	
LVA Schleswig-Holstein	1 648 232,79	
LVA Schwaben	169 860,71	
LVA Unterfranken	323 679,37	
LVA Westfalen	4 324 368,77	
LVA Württemberg	2 226 160,89	
5. Bundesbahnversicherungsanstalt	65 110,22	
6. Seekasse	236 952,74	

considérant que la «Zentralstelle für den Bergmannsversorgungsschein» figurant dans la liste ci-dessus sous le premier chiffre est un service du «Land» de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, une collectivité publique décentralisée au sens de l'article 18 du règlement n° 9 et que les organismes mentionnés sous les chiffres 2 à 6 ont été inscrits ou appartiennent à un groupe d'organismes inscrit sur la liste des organismes de droit public visée au même article dudit règlement, par la décision de la Commission du 13 décembre 1961, relative à l'établissement de ladite liste [1] ainsi que celle du 18 décembre 1969 relative à sa mise à jour [2];

considérant que les demandes, qui contiennent les indications exigées par les articles 20 et 21 du règlement n° 9 et qui visent des opérations terminées au cours de la période du 1er janvier 1969 au 31 décembre 1971 inclus, ont été valablement introduites dans les délais impartis par l'article 19 du règlement n° 9;

considérant que l'examen de ces demandes et la vérification de leurs éléments matériels et comptables, effectués conformément aux dispositions du règlement n° 113/63/CEE de la Commission concernant les modalités d'examen et de vérification des demandes de concours présentées au Fonds social européen [3], ont fait ressortir que ces demandes répondent aux conditions prescrites par la réglementation concernée, sous réserve toutefois que, dans la partie des demandes relative à la «Bundesknappschaft», quelques stagiaires ont été réemployés, après leur stage, dans l'administration publique où ils ont participé à l'exercice de l'autorité publique au sens de l'article 1er du règlement n° 9; que ces cas ne peuvent donc faire l'objet du concours du Fonds;

considérant que le nombre de ces cas, dont le pourcentage (1,89) a été déterminé en fonction des résultats de la vérification par sondage effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 113/63/CEE de la Commission mentionné ci-dessus, correspond dans la demande relative à la «Bundesknappschaft» à un montant de 47 121,28 DM, montant qui doit donc être déduit de la somme demandée pour cet organisme;

considérant, en conséquence, que le droit au concours du Fonds doit être reconnu pour les dépenses supportées par le service et les organismes mentionnés ci-dessus, moyennant déduction d'un montant de 47 121,28 DM, et que le montant total du concours à octroyer par le Fonds au titre de l'article 125 du traité s'établit ainsi à 43 636 561,75 DM — 47 121,28 DM + 111 155,78 DM, soit 43 700 596,25 DM;

[1] JO n° 8 du 1. 2. 1962, p. 144/62.
[2] JO n° L 6 du 9. 1. 1970, p. 27.
[3] JO n° 153 du 24. 10. 1963, p. 2563/63.

considérant que le comité du Fonds social européen, par ses avis du 3 mai 1973, a énoncé des conclusions identiques pour les motifs mentionnés ci-dessus,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Les demandes de concours présentées au Fonds social européen par la république fédérale d'Allemagne pour des dépenses supportées par le service et les organismes mentionnés à l'article 2, concernant des opérations de rééducation professionnelle et de réinstallation terminées ou exécutées au cours de la période du 1er janvier 1969 au 31 décembre 1971 inclus, sont conformes aux dispositions réglementaires régissant le fonctionnement du Fonds à concurrence d'un montant de 43 700 596,25 DM. Le reliquat des demandes n'est pas conforme à ces dispositions.

Article 2

Le montant du concours du Fonds social européen, accordé au titre de l'article 125 du traité à la république fédérale d'Allemagne au bénéfice du service et des organismes indiqués ci-dessous, est fixé à 43 700 596,32 DM (équivalant à 11 940 053,63 UC), réparti comme suit:

Service ou organisme	*Concours octroyé* rééducation professionnelle DM	réinstallation DM
1. Zentralstelle für den Bergmannsversorgungsschein du «Land» de Rhénanie-du-Nord-Westphalie		111 155,78
2. Berufsgenossenschaften (BG)		
a) associations professionnelles industrielles:		
— Bau-BG Frankfurt	208 554,15	
— Bau-BG Hamburg	202 338,03	
— Bau-BG Hannover	615 518,84	
— Bau-BG Wuppertal	669 987,93	
— Bayerische Bau-BG, München	475 890,39	
— Bergbau-BG Bochum, Bonn, Clausthal-Zellerfeld, München, Saarbrücken	1 342 908,75	
— BG der chemischen Industrie, Heidelberg	184 719,51	
— BG Druck und Papierverarbeitung, Wiesbaden	239 546,18	
— BG für den Einzelhandel, Bonn	136 769,78	
— BG für Fahrzeughaltungen, Hamburg	124 233,07	
— BG für Feinmechanik und Elektrotechnik, Köln	404 381,24	
— BG für Gesundheitsdienst und Wohlfahrtspflege, Hamburg	78 984,50	
— BG der keramischen und Glasindustrie, Würzburg	82 457,16	
— BG Nahrungsmittel und Gaststätten, Mannheim	1 161 775,80	
— BG der Straßen-, U- und Eisenbahnen, Hamburg	17 948,13	
— Binnenschiffahrts-BG, Duisburg	147 991,35	
— Fleischerei-BG, Mainz	129 457,94	
— Großhandels- und Lagerei-BG, Mannheim	421 597,48	
— Hütten- und Walzwerks-BG, Essen	284 651,87	
— Lederindustrie-BG, Mainz	16 925,05	
— Maschinenbau- und Kleineisenindustrie-BG, Düsseldorf	731 270,57	
— Norddeutsche Holz-BG, Bielefeld	215 416,41	
— Nordwestliche Eisen- und Stahl-BG, Berlin, Bremen, Hamburg, Hannover	630 439,45	

	DM	DM
— See-BG, Hamburg	129 566,69	
— Papiermacher-BG, Mainz	17 505,64	
— Steinbruchs-BG, Hannover	213 439,49	
— Süddeutsche Edel- und Unedelmetall-BG, Stuttgart	21 187,81	
— Süddeutsche Eisen- und Stahl-BG, Mainz	635 712,56	
— Süddeutsche Holz-BG, München	149 101,28	
— Südwestliche Bau-BG, Karlsruhe	176 962,49	
— Textil- und Bekleidungs-BG, Augsburg	77 746,84	
— Tiefbau-BG, München	488 545,58	
— Württembergische Bau- BG, Stuttgart	295 726,70	
— Zucker-BG, Hildesheim	18 614,82	
b) associations professionnelles agricoles:		
— Badische landwirtschaftliche BG, Karlsruhe	1 058,92	
— Gartenbau-BG, Kassel	42 252,02	
— Landwirtschaftliche BG Oberbayern, München	11 064,50	
— Landwirtschaftliche BG Niederbayern, Oberpfalz, Landshut	24 345,87	
— Landwirtschaftliche BG Ober- und Mittelfranken, Bayreuth	40 278,53	
— Landwirtschaftliche BG Rheinhessen, Pfalz, Speyer	1 789,00	
— Landwirtschaftliche BG Württemberg, Stuttgart	54 514,56	
— Landwirtschaftliche BG Saarland, Saarbrücken	19 033,47	
— Hessisch-Nassauische landwirtschaftliche BG, Kassel	12 562,02	
— Rheinische landwirtschaftliche BG, Düsseldorf	6 695,42	
— Westfälische landwirtschaftliche BG, Münster	69 377,73	
— Land- und forstwirtschaftliche BG, Darmstadt	36 965,48	
3. Bundesknappschaft	2 446 068,24	
4. Landesversicherungsanstalten (LVA)		
LVA Baden	1 477 791,59	
LVA Berlin	322 402,55	
LVA Braunschweig	500 196,75	
LVA Hamburg	1 216 315,27	
LVA Hannover	2 611 186,52	
LVA Hessen	1 577 987,16	
LVA Niederbayern-Oberpfalz	690 699,96	
LVA Oberbayern	861 510,70	
LVA Ober- und Mittelfranken	826 922,05	
LVA Oldenburg-Bremen	1 104 450,92	
LVA Rheinland-Pfalz	1 713 019,29	
LVA Rheinprovinz	7 900 233,97	
LVA Saarland	278 479,01	
LVA Schleswig-Holstein	1 648 232,79	
LVA Schwaben	169 860,71	

		DM	DM
	LVA Unterfranken	323 679,37	
	LVA Westfalen	4 324 368,77	
	LVA Württemberg	2 226 160,89	
5.	Bundesbahnversicherungsanstalt	65 110,22	
6.	Seekasse	236 952,74	
	Total	43 589 440,47	111 115,78
		(11 909 683,19 UC)	(30 370,43 UC)

Article 3

La république fédérale d'Allemagne est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 23 novembre 1973.

Par la Commission
Le président
François-Xavier ORTOLI